

L'Express, 19 Juillet 2022

Entretien

Italie: "Dans l'intérêt du pays, il faudrait que Draghi reste jusqu'au printemps prochain"

D'où vient cette crise ? L'extrême droite pourrait-elle prendre le pouvoir ? Et que veut Mario Draghi ? Entretien avec Franco Bassanini, un fin connaisseur de la politique italienne.

Journée de tous les dangers en Italie. Ce mercredi, le président du Conseil Mario Draghi s'adresse au Parlement. Il devrait annoncer s'il reste ou non à la tête du gouvernement. Pour comprendre les fondements de cette crise, *L'Express* a interrogé Franco Bassanini. Ancien ministre, député et sénateur, ce politicien italien préside aujourd'hui la Fondation Astrid, un institut d'études sur la réforme des institutions. Entretien.

Comment Mario Draghi peut-il vouloir démissionner à un moment aussi délicat pour son pays ?

Les élections de 2018 n'ont pas produit de majorité de gouvernement clairement définie. Le Mouvement 5 Etoiles avait recueilli un tiers des voix; un peu plus d'un tiers une coalition des droites, en réalité morcelée en 3 partis (la Ligue de Matteo Salvini ; Forza Italia de Berlusconi, ; Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni) ; le parti démocrate (PD) était arrivé en dernier. Au Parlement, dans un premier temps, une majorité réunissant la Ligue et les 5 Etoiles s'est constituée. Ensuite, nous avons eu une autre majorité parlementaire réunissant cette fois les 5 Etoiles et le PD. Mais dans les deux cas, il s'agissait de majorités composées de forces politiques élues sur des programmes très différents. Ces forces se sont rassemblées avec des compromis préalables sur les mesures à prendre, mais n'ont pas résisté à leurs contradictions. Quand la majorité composée du PD et des

5 Etoiles a éclaté, le Président de la République Sergio Mattarella a fait appel à une personnalité de grand prestige et politiquement neutre, Mario Draghi, pour composer un gouvernement d'unité nationale. Ne sont restés dans l'opposition que Fratelli d'Italia et une petite cohorte de parlementaires d'extrême gauche. Draghi avait avec lui quasiment 90% des parlementaires.

Dans toutes les grandes coalitions nées d'une situation d'urgence, la majorité est large, mais sans cohésion de programmes. Durant un an et demi, chaque parti de la majorité - mais surtout les 5 Etoiles et la Ligue - ont soulevé des questions de programme, pour eux identitaires, sur lesquelles ils se sentaient éloignés de Draghi. Celui-ci leur a fait quelques concessions, mais a poursuivi sa route. Le leader des 5 Etoiles, l'ex premier ministre Giuseppe Conte, a décidé de ne pas voter l'une des dernières mesures du gouvernement sur lequel Draghi avait posé un vote de confiance. Draghi a alors retenu qu'il n'y avait plus les conditions sur lesquelles il avait constitué son gouvernement. Le Président lui a alors demandé de retourner au Parlement vérifier dans quel état se trouve la majorité.

Dans toute l'Italie, on a vu ces jours-ci une importante mobilisation pour demander à Mario Draghi de rester en place. De Milan à Rome, syndicats, élus, entrepreneurs et même citoyens de base ont manifesté. Que vous inspire cette mobilisation inédite ?

C'est l'expression d'une situation objective : l'Italie est confrontée aujourd'hui à de grandes urgences : la guerre en Ukraine ; l'approvisionnement en gaz et son prix ; l'inflation et le risque croissant de voir basculer des familles dans la pauvreté ; l'augmentation du spread [indicateur de l'écart des taux d'intérêt des emprunts d'état italien et allemand] et la détérioration des finances publiques ; la mise en œuvre du plan de relance... Il nous faut un gouvernement qui soit rapidement capable d'adopter les mesures nécessaires. Draghi a pu le faire grâce à sa compétence, son autorité et son prestige international, et parce qu'il avait une majorité large qui lui permettait de résister aux prétentions de certains partis aux motifs électoraux. Dans l'intérêt du pays, il faudrait que Draghi puisse continuer jusqu'au printemps prochain où s'achèvera la législature actuelle. Cette période est décisive, notamment parce que l'Italie, qui a obtenu le plus gros morceau du plan européen de relance (presque 200 milliards d'euros) doit respecter les étapes prévues dans le plan. Elle l'a fait jusqu'à présent, mais il reste des réformes difficiles à mettre en place. D'ici le printemps prochain on peut espérer qu'une bonne partie des défis actuels sera en bonne partie résolue: la guerre, les reformes et les investissements du plan de relance et le prix de l'énergie, dont on espère qu'il reviendra à des niveaux plus raisonnables.

On a malgré tout l'impression que la plupart des partis souhaitent anticiper les élections. Ne peut-on alors se demander si les partis représentent encore les Italiens ?

C'est une question complexe. Les partis de la coalition des droites sont très tentés par l'idée d'élections anticipées parce que les sondages les donnent gagnants avec, par le jeu de la loi électorale actuelle, une majorité absolue. Ces partis sont prêts à aller ensemble aux élections, mais avec des programmes qui ne sont pas cohérents entre eux. Sur la politique internationale, par exemple, Forza Italia est européiste et atlantiste. Fratelli d'Italia est atlantiste mais eurosceptique. La Ligue a des courants internes partagés entre européistes et eurosceptiques, entre atlantistes et pro-russes, ou pour le moins attentifs aux intérêts russes.

Le Mouvement 5 Etoiles, lui, est en crise profonde. Les sondages lui donnent 10% d'intentions de vote, alors qu'il avait obtenu 33% en 2018. Il y a eu une scission avec le départ de Luigi di Maio, le Ministre des affaires étrangères, qui est fermement aligné sur Mario Draghi. Son dirigeant, Giuseppe Conte, ne veut pas d'élections maintenant, mais il espère relancer son électorat avec des exigences susceptibles de mobiliser la base, en refusant par exemple la construction d'un site de traitement des déchets à Rome.

Mais il est évident que les autres partis de la majorité ne peuvent pas être d'accord avec ses prétentions. Le parti démocrate qui soutient Draghi projetait de se présenter aux élections avec les 5 Etoiles, pour contrer le poids de la droite. Mais ce n'est plus possible, après que les 5 Etoiles ont déclenché la démission de Draghi.

En 2018, la plupart des parlementaires ont été élus sur des programmes populistes. Aujourd'hui, on parle de la crise du Mouvement 5 Etoiles, mais ne peut-on aussi parler d'une crise du populisme ?

C'est difficile à dire, parce que le concept de populisme est mouvant selon qu'on lui donne une connotation plus ou moins péjorative. Le Mouvement 5 Etoiles était effectivement un mélange de positions de protestations et de critiques de l'establishment politique avec un fond culturel pluriel de mouvements de gauche, de populisme de droite, etc... Cette agrégation de positions s'est démontée pendant cette législature. Une partie de l'électorat 5 étoiles est allée vers la droite souverainiste, surtout chez Fratelli d'Italia, une autre partie a été très critique à l'égard de la participation du Mouvement au gouvernement...

Un électorat français peut mieux comprendre ce qui se passe à droite. La Ligue est formellement alliée de Marine Le Pen sur des positions eurosceptiques et plutôt souverainistes, mais au sein de la Ligue, il y a une forte composante européiste. Il faut se souvenir qu'à l'origine, la Ligue était un parti fédéraliste et européiste qui voulait l'Europe des régions. C'est un parti où coexistent des histoires culturelles différentes. Aujourd'hui, Forza Italia et la Ligue disent : « nous sommes disposés à soutenir Draghi jusqu'à la fin de la législature, mais sans les 5 étoiles de Conte, parce qu'ils sont devenus déloyaux et posent des conditions inacceptables ».

En fait, avec l'appui du parti démocrate, il existe désormais une majorité possible sans les 5 Etoiles au Parlement. Pour la Ligue et Forza Italia, c'est l'heure de vérité. Sont-ils, comme la grande majorité des entreprises italiennes et des citoyens, vraiment convaincus que le départ de Draghi serait une catastrophe pour le pays ou veulent-ils anticiper les élections, sans en endosser la responsabilité ? Dans la première hypothèse, une sortie de crise est possible avec une majorité moins large, mais qui réunirait quand même les deux tiers du Parlement, et où Draghi réaffirme son programme : européiste, atlantiste et conforme aux exigences du plan de relance européen, avec une diversification de l'approvisionnement énergétique du pays pour s'émanciper au plus vite du problème des fournitures russes, et un prix plafond du gaz. Pour la gestion des finances publiques, Draghi prône une ligne responsable, sans alourdir le déficit de l'Etat – qui, d'ailleurs, se réduit assez nettement par les effets de l'inflation sur les recettes publiques.

Mais Salvini a été très critique à l'égard de Draghi depuis un an. Croyez-vous possible qu'il puisse changer de registre ?

Salvini a beaucoup critiqué Draghi. Celui-ci a fait quelques concessions à Salvini, mais finalement, au Parlement, la Ligue a bien voté les projets du gouvernement. La Ligue représente de nombreuses administrations locales et régionales et une bonne partie du monde productif du nord du pays, très attachés à la ligne de Draghi. Pour eux, l'intégration européenne est fondamentale. L'économie italienne est très imbriquée dans le système économique européen. Le secteur manufacturier, en particulier, qui compte beaucoup de sous-traitants d'entreprises allemandes. Les derniers chiffres montrent une forte croissance des exportations italiennes, supérieure aux prévisions, et la plus grande part de l'export italien se fait dans l'UE, surtout en Allemagne et en France. Or, la Ligue représente une partie importante de ce monde-là. Salvini, qui n'est pas stupide, comprend bien ce qu'est l'assise sociale et économique de la Ligue.

Si Draghi est disposé à prendre le risque de continuer, je pense que la Ligue continuera à faire ce qu'elle a fait depuis un an et demi : quelques déclarations critiques mais, finalement, l'approbation des mesures du gouvernement.